

fois. M. Rasminsky est à la barre. Écoutons son témoignage. Puis, si M. Quelch désire témoigner, on lui accordera certainement ce privilège. Mais j'ai peur que nous allons avoir beaucoup de confusion si nous essayons de mélanger les témoignages de deux témoins.

M. QUELCH: Je suis prêt à poser des questions et non pas à y répondre s'il est entendu que c'est ce que nous devons faire et qu'on ne nous dira pas "Voilà la réponse et vous n'avez rien dit." Si cela est entendu, je suis prêt à poser des questions et à les accepter sans réponse.

Le PRÉSIDENT: Merci, monsieur Fleming. Je crois que vous avez fait là une utile suggestion.

M. JACKMAN: Puis-je demander à M. Rasminsky —

Le PRÉSIDENT: Avant de faire cette question, monsieur Jackman, il y en a déjà une qui a été posée par M. Coldwell. Voudriez-vous y répondre, monsieur Rasminsky, s'il vous plaît?

M. BLACKMORE: M. Rasminsky y a répondu.

Le PRÉSIDENT: M. Coldwell a demandé à M. Rasminsky, si je me souviens bien, s'il pense que le monde s'en trouverait mieux avec ou sans l'accord de Bretton Woods.

M. COLDWELL: Non, mais s'il déduisait de la réponse de M. Quelch que le monde s'en trouverait mieux ou plus mal.

Le TÉMOIN: Puis-je répondre ainsi à cette question et, je crois, aux observations de M. Quelch: si on doit recommander ce plan seulement s'il porte remède à tous les maux économiques du monde, je crois qu'on a raison de s'y opposer. Ce plan ne fait pas tout. Il a un objectif plus limité. Ce sont les objectifs que j'ai essayé de décrire cet après-midi. Si on prétend que le fait que les pays créditeurs se conduiront d'une façon qui ne convient pas à leur état de créanciers rendra le fonctionnement du plan plus difficile, je dirai que cela est exact; et que cela rendra encore plus difficile le fonctionnement d'autres choses, par exemple, les propositions concernant l'expansion du commerce et de l'embauchage dans le monde entier préparées par le gouvernement des États-Unis et déposées aujourd'hui à la Chambre. Cela rendra la mise à exécution de ce projet plus difficile. Je pense que cela est très vrai. Ce point, en vérité, est un point sur lequel a particulièrement appuyé le groupe canadien chargé de cette question. Je vais vous lire un extrait du Projet d'union internationale des changes formulé par des experts canadiens:

9. Il semble clair que, d'une manière ou d'une autre, le plan mettra fin aux gros mouvements incontrôlés de capitaux. Dans ces conditions, à tout prendre, les États gagneront ou perdront du change étranger dans la mesure, et seulement dans la mesure, du défaut d'équilibre dans les transactions de leur compte courant avec le reste du monde. Lorsqu'un pays verra sa position pencher fortement du côté créditeur, il saura qu'il en est ainsi parce qu'il vend à l'extérieur plus de marchandises et de service qu'il n'en achète. S'il ne veut pas demeurer dans cette position, s'il veut réduire son solde créditeur, sa participation à l'organisme ne lui aura fait renoncer à aucun des moyens dont il a toujours eu le choix. Évidemment, il n'est pas facile, pour un pays, de résoudre à lui seul ses problèmes d'équilibre commercial. Mais, en tout dernier recours, un pays peut arriver à une solution au moyen de mesures unilatérales. Il peut recourir aux seuls moyens possibles dans ces circonstances: acheter davantage à l'étranger — des marchandises, des services, des titres de placement — ou vendre moins à l'étranger. Il est donc inexact de croire que les membres de l'institution perdront, du fait de leur participation, le contrôle de leurs engagements financiers à l'étranger.

Et puis au paragraphe 11: